

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Exclusif : Le document qui explique la révolte des jeunes de Kédougou adressé à Me Wade

- Archives -

Date de mise en ligne : lundi 29 dcembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Excellence Monsieur le Président de la République, Nous avons l'honneur de vous présenter nos remerciements les plus sincères et les plus ardents pour avoir décidé de faire de Kédougou la 14ème région du Sénégal et donner ainsi une chance à sa population d'être plus près de son administration. Croyez bien que vous n'en serez jamais assez remercié. A cet effet, nous vous adressons également le présent Mémoire qui du reste est une lettre ouverte, pour vous faire part des préoccupations majeures qui bloquent l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des masses laborieuses de la nouvelle région de Kédougou en général et de sa jeunesse prise en otage par un chômage endémique qui se traduit par un désarroi qui chaque jour la plonge dans le désespoir : 'Des jeunes de Kédougou sont tout le temps dans le lot des rapatriés d'Espagne'.

source : www.ferloo.com - 29 décembre 2008

Monsieur le Président, la vérité est que notre localité, depuis l'indépendance a toujours vécu l'injustice et nous estimons qu'aujourd'hui encore, que Kédougou, malgré sa visibilité au niveau national pour ses nombreuses richesses, continue de voir sa population subir les mêmes affres de l'injustice qui sont les causes profondes de sa pauvreté révélées par tous les rapports des Nations Unies produits à ce jour.

Pour mettre fin à cette triste réalité, le présent **Mouvement Citoyen pour la Défense des Intérêts des populations de Kédougou** s'est construit avec la participation de toutes les organisations de base formelles ou informelles frustrées par tant d'injustice et qui comptent s'armer des principes fondamentaux de la démocratie basés sur la reconnaissance du caractère indéniable de la dignité, de l'égalité de tous les êtres humains pour apporter les changements profonds et salutaires dont a besoin notre région.

Monsieur le Président de la République, depuis votre élection à la magistrature suprême du pays, avec votre gouvernement, vous vous êtes engagé à établir un environnement plus favorable à l'investissement étranger, surtout minier, avec des mesures de facilitation, qui ne sont pas nécessairement compatibles avec la réalisation du droit au développement, et qui à notre analyse présentent de sérieux inconvénients

En effet, en parcourant le code des mines, nous nous rendons compte que les investisseurs du secteur qui nous envahissent ont trop d'avantages à notre détriment et ceci, malgré le Programme Social Minier qui nous est tant vanté par vos Ministres, et qui, à notre avis pose problème dans sa mise en œuvre, parce que géré par une Unité logée au sein du Ministère des Mines et de la Géologie ; comme ci nous étions encore immatures et incapables pour décider de nous-mêmes

Monsieur le Président de la République : Ne nous trompons pas, l'extraction industrielle de l'or par les multinationales cause pollution, intoxication au cyanure, déplacement massif de populations, ravage de l'environnement, développement de maladies comme la tuberculose le VIH SIDA. Que deviendront les terres fertiles de la Falémé quand finiront les activités des compagnies et, que gagneront les populations locales après que tout cela soit terminé ; en vérité la somme des dégradations écologiques et des atteintes à la santé provoquées par l'exploitation des mines d'or et de fer va ruiner la nouvelle région pour des générations à venir et, nous ne croyons pas que les Multinationales payeront l'ardoise

La République du Mali, est devenue le troisième exportateur d'or en Afrique, après l'Afrique du Sud et le Ghana. Ses exportations d'or ont triplé, dépassant les 56 tonnes en 2006. Dans le même temps, le pays a dégringolé dans l'Indice de développement humain des Nations Unies, tombant dans la catégorie des trois Etats les plus pauvres du

monde. Où vont les profits ? Où s'envole l'or ? Qui en bénéficie ?

En tous cas, les populations de Kédougou sont dans la psychose, stressent et chaque jour doutent ; à date même pas une route bitumée pouvant relier la capitale régionale et Khossanto pour au moins faciliter les évacuations sanitaires et le déplacement des populations, Kédougou est toujours sombre la nuit, aucune stratégie sérieuse pour rendre les localités plus amènes au développement humain ; rien que des déclarations d'intention de vos Ministres qui, avec la complicité de la RTS, vous font voir la dotation de quelques moulins ici et là, cette stratégie ressemble chaque jour à une véritable arnaque. Kédougou, localité naguère bannie connaît aujourd'hui une ruée d'immigrants pour venir chercher du travail, les populations que nous sommes, laissées en rade pour la simple raison que nous n'avons pas le bagage technique nécessaire pour les emplois offerts. Faux crions-nous.

Combien sont-ils ces jeunes bacheliers sortis du lycée techniques de Kédougou qui faute de moyens n'ont pu continuer leurs études alors que le secteur pouvait les enrôler et appuyer leur formation avec la stratégie du « *Learning By Doing* »

Combien sont-ils ces jeunes libérés des armées sénégalaises regroupés au sein de structures dynamiques comme l'**IAMK** et qui peuvent apporter énormément dans la sécurité des sites et qui sont laissés en rade alors qu'ils pouvaient être appuyés dans leurs efforts d'organisation et faire d'eux des prestataires

Combien sont-ils ces ouvriers spécialisés dans les divers corps de métiers (mécanique, maçonnerie, menuiserie, etc.) qui sont allés trainer dans la poussière de Sabodola à la recherche d'un emploi hypothétique et qui sont revenus pleins de désespoir ruminer leur rage

Monsieur le Président de la République : Ceux sont ces frustrés, ces laissés pour compte qui se sont organisés dans ce mouvement fort pour réclamer leur droit au développement, et porter leur cri à votre écoute pour vous permettre de prendre les décisions adéquates aux problèmes soulevés et dont souffrent les couches défavorisées au rang desquelles la jeunesse de la nouvelle région de Kédougou

La Jeunesse de Kédougou vit dans une situation de précarité extrême. Celle-ci s'explique par le manque de structures adéquates devant assurer leur bien-être à plusieurs points de vue, notamment au niveau du système éducatif, sanitaire, culturel, communicationnel, environnemental, sportif et démographique. A cela s'ajoute un cortège de fléaux qui rend inactif le processus du développement régional. Cette jeunesse ayant perdu tout espoir quant à l'avenir avait finalement croisé les bras et abandonné son destin entre les mains des hommes politiques démagogues, flatteurs et sans aucune philosophie politique ni programme cohérent pouvant sauver la région du retard de développement qu'il affiche. Ainsi elle a été manipulée par ces derniers qui n'avaient que comme objectif, rejoindre ceux qui s'enrichissent au sein des institutions de l'Etat.

Pour ce Mouvement il faut Suvrer pour un Kédougou nouveau et c'est bien possible, si et seulement si un leadership nouveau et fort, différent de celui présent, qui constitue une scorie qui gangrène le développement local et inhibe les efforts des véritables acteurs imbus de valeurs citoyennes, est élu démocratiquement pour devenir l'animateur principal des instances locales de prise de décision. Oui ! Excellence Monsieur le Président cet autre Kédougou est Possible si l'iniquité de toutes sortes est bannie et que l'accès aux services sociaux de base soit un droit humain inaliénable que les populations (le peuple) souverain participent aux décisions qui concernent leur existence en vue d'une véritable transformation sociale

Oui ! Un autre Kédougou est Possible si le mouvement citoyen ici présent, en avant-garde, contribue à l'avènement d'élus locaux constitués d'hommes et de femmes engagé(e)s pour leurs communautés, loin du mercantilisme politique et dont leurs profils seront en adéquation des attentes avec la décentralisation qui vise la démocratie locale

et donc l'émergence de citoyens capables d'imagination et d'initiatives pour le bien-être des populations et notamment des jeunes.

Et, c'est pourquoi, Excellence Monsieur le Président, Nous Mouvement Citoyens Pour la Défense des Intérêts de Kédougou, conscients des enjeux de l'exploitation minière pour notre pays et de vos projets ambitieux pour lutter contre le sous-emploi des jeunes en général en mettant en place des structures comme le FNPJ, l'ANEJ, le Plan REVA et qui n'ont pas encore satisfait les attentes de la jeunesse et des populations de notre région, nous essayons à travers ce mémorandum d'apporter des solutions qui peuvent être salutaires si elles sont appliquées.

En prélude aux catastrophes écologiques que pourront occasionner l'exploitation des mines dans la région de Kédougou, les Multinationales devront créer un fonds plus consistant qui ne soit pas que la péréquation, pour les générations futures et l'instauration de taxes écologiques pour la prise en charge des conséquences de leurs activités sur l'environnement et la santé.

Pour ce faire, nous exigeons la reprise de l'étude d'impact environnemental et social qui à notre avis a été biaisée, parce qu'une des expertes qui a conduit la recherche a été débauchée du cabinet prestataire chargé de l'étude par MDL et donc sa reprise nous conforterait mieux parce que les résultats doivent être la base des calculs pour la constitution des différents fonds qui devront être constitués.

Pour lutter contre le chômage et le sous-emploi des jeunes, nous revendiquons la réévaluation du Fond Social Minier qui pour nous est vraiment en deçà des retombées possibles pour la simple raison que chaque jour il s'avère que le potentiel en or dépasse de loin les estimations de départ d'une part et d'autre part sa gestion devra être assurée par nos collectivités locales qui pourraient se retrouver dans un Groupement d'Intérêt Communautaire, ceci participerait à parachever la décentralisation.

Ce fonds, d'un montant de plus de trois milliards doit à notre humble avis participer à la recherche des solutions idoines aux maux et problèmes multiformes auxquelles est confrontée la jeunesse de la région notamment dans les domaines de l'emploi, de la pauvreté, de la santé, et de l'environnement avec la participation pleine et active des jeunes dans la vie de la société et la prise de décision.

Cela demande une réorientation des axes stratégiques du Programme Social Minier qui devrait plus participer à la lutte contre le chômage, ce fléau social pour lequel vous êtes appelé, Excellence Monsieur le Président de la République à trouver des solutions en adoptant des politiques, des mécanismes et des lois de nature à remédier à ce chaos sociétal auquel sont malheureusement astreint depuis plus de quatre décennies à ce jour nous jeunes de Kédougou dont la majorité des générations actives sont en chômage depuis leur naissance.

Pourtant, il est possible grâce aux fonds cités, et ceux constitués par le FNPJ, l'ANEJ et le Plan REVA ; d'organiser des sessions de formation professionnelle qui pourront permettre le développement de compétences et d'aptitudes réelles de nature à satisfaire les besoins du marché de l'emploi direct et indirect dans les sociétés minières ; et à cet effet on peut citer les formations développées dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de l'horticulture, de l'animation culturelle, de la maîtrise des TIC et des techniques d'IEC etc.

A ce titre, Excellence Monsieur le Président de la République, nous, Mouvement Citoyen pour la Défense des Intérêts de Kédougou réclamons avec détermination ce qui suit :

1. L'insertion totale des jeunes militaires libérés, demandeurs d'emploi au niveau des sociétés en charge de la sécurité, après que l'on ait révisé le statut salarial très en deçà des risques à encourir dans le cadre de l'exploitation minière, ou bien faciliter la création d'une agence locale de sécurité qui deviendrait le prestataire principal des

sociétés parce que simplement la priorité d'embauche doit être un privilège pour la jeunesse compte tenu de la situation décrite. Les ressources humaines existent à Kédougou

2. La vulgarisation de l'étude d'impact environnemental et social reprise et non celle réalisée par MDL et conformément au code minier sénégalais pour partager les résultats avec l'ensemble des parties prenantes au processus (Populations , et Elus locaux)pour leur permettre d'avoir des éléments d'aide à leur décision dans les négociations futures

3. La prise de décret pour la création de GIC , afin de rétrocéder les fonds sociaux aux collectivités locales de Kédougou concernées pour se conformer aux principes du développement local participatif qui est une vision de la décentralisation et qui sont : Implication, Participation, Appropriation et Pérennisation ; ceci permettra sans nul doute la création de richesses à travers des microprojets pour les femmes et les jeunes

4. La création d'un environnement de travail plus humain dans les sociétés minières avec des traitements salariaux plus commodes qui ne profitent point du désarroi des jeunes de la région avec des montants qui leur permettent de vivre décemment

5. La révision du système électoral qui discrimine un mouvement social non politique comme le notre à participer démocratiquement au processus de la gouvernance démocratique locale vecteur de changement ; le présent système n'ayant d'autre capacité que de promouvoir le leadership décrié dans nos premiers paragraphes

6. La création d'un Observatoire du développement local qui jouera un rôle de veille et d'alerte au près de votre Excellence, quant aux dérives et injustices chaque jour perpétrés par les agents de l'administration qui n'ont de soucis que de leur bien être et galvaudent les textes et lois pour ne pas renouveler les instances communautaires telle que les comités de santé, les conseils locaux de la jeunesse etc.

7. Enfin nous insistons pour la création de fonds de garantie réévalués par rapports aux nouvelles données géologiques qui montrent des potentiels plus alléchants pour les compagnies et faciliter l'application rigoureuse et sans abus des dispositions de l'article 55 du code minier relatif au fond de péréquation et de l'article 84 relatif à la réhabilitation des sites qui seront écologiquement détériorés par les activités minières

Compte tenu de tout ce qui est écrit, le Mouvement Citoyen Pour la Défense des Intérêts de Kédougou croit que le présent mémorandum ne constitue pas un catalogue de récriminations et de critiques stériles. Il est avant tout, un outil de plaidoyer pour la jeunesse de Kédougou qui veut contribuer à l'édification de sa région, sur la base de leur expertise et des avantages comparatifs que leur confère leur statut. Aussi, il est écrit avec des mots de jeunes, des mots simples, pour dire avec leur propre langage comment ils perçoivent les réalités d'aujourd'hui et quelles sont leurs propositions.

A cet titre , ce mémorandum est un acte citoyen qui appelle au débat et au dialogue avec toutes les parties prenantes dans la problématique évoquée plus haut, pour une prise en compte des préoccupations des jeunes dans les stratégies et les politiques de développement . Tous les partenaires de la jeunesse sont interpellés : singulièrement les pouvoirs publics. Il importe de rappeler que pour un plus grand impact des mesures attendues du présent Mémorandum, leur mise en œuvre doit être participative et associer les jeunes, car comme le disait le Patriarche africain Nelson Mandela « Tout ce que vous ferez pour nous, sans nous est contre nous ».

Le Mouvement citoyen pour la défense des intérêts de Kédougou (Mocdik) représenté par :

Exclusif : Le document qui explique la révolte des jeunes de Kédougou adressé à Me Wade

Le Conseil Départemental de la Jeunesse

Le Groupement pour l'Insertion des Anciens Militaires,

Le Mouvement Sénégalais pour le Développement de Kédougou

Le Rassemblement pour le Progrès de Kédougou

L'Association pour la Sauvegarde et la Protection de Kédougou

Le Syndicat Local de Chauffeurs

L'Association des Boulangers Traditionnels

L'Association des Bouchers de Kédougou

Le Syndicat Local des Travailleurs Sénégalais

L'Association d'Éducation Populaire KEOH

Le Forum Social Local de Kédougou

Le Réseau des Organisations Paysannes du Dimma

Les Associations de Quartiers

Les Organisations Féminines Autonomes Locales

L'Association des Rapatriés d'Espagne

La Société Civile Rurale en général

lire aussi sur www.lecourrier.ch (27 Août 2008) : « **Toutes les composantes d'un conflit potentiel sont là** » par [GILLES LABARTHE](#)
